# «Bilan provisoire du dialogue entre les superpuissances» dans Süddeutsche Zeitung (20 juillet 1970)

**Légende:** Le 20 juillet 1970, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung analyse les raisons de la pause qui marque les négociations entre les États-Unis et l'URSS sur le désarmement et s'inquiète du risque d'une nouvelle course aux armements dans le monde.

**Source:** Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; RHerausgeber Proebst, Hermann. 20.07.1970, Nr. 172; 26. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Zwischenbilanz im Dialog der Supermächte", auteur:Potyka, Christian , p. 4.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**
http://www.cvce.eu/obj/bilan_provisoire_du_dialogue_entre_les_superpuissances_dans_suddeutsche_zeitung_20_juillet_1970-fr-a695c05a-3a5c-459f-a7aa-2b2da1cdd575.html

**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

## Bilan provisoire du dialogue entre les superpuissances

### La solution minimale trouvée lors des négociations SALT a-t-elle des chances d'aboutir?

Par Christian Potyka, membre de notre rédaction

Les négociations SALT marquent un temps d'arrêt. Mardi passé, à Vienne, les délégations de Washington et de Moscou ont décidé de faire une pause de réflexion d'une semaine dans les négociations sur la limitation de l'armement en missiles. Elles veulent dresser un bilan provisoire, avant que les entretiens précédant la trêve estivale et le renvoi à Helsinki n'entrent dans leurs dernières phases à Vienne. Auprès de l'opinion publique, l'optimisme initial sur l'issue des négociations SALT s'est estompé. Le doute quant à la réussite des négociations s'installe de plus en plus. Qui plus est, le bruit court dans les «milieux de la conférence» qu'aucune des deux délégations n'a encore soumis une quelconque proposition concrète concernant, par exemple, des offres négociables sur les points suivants: limitation du nombre de missiles sans améliorations qualitatives, limitation du nombre et de la puissance des missiles, réduction des systèmes offensifs sans aucune restriction qualitative.

Au lieu de cela, les partenaires de la négociation n'ont même pas pu se mettre d'accord sur les armes nucléaires qu'il fallait considérer comme des armes stratégiques. (L'Union Soviétique voudrait ainsi exclure d'un accord bilatéral ses missiles à moyenne portée dirigés sur l'Europe de l'Ouest). Dans de telles conditions, il faut supposer que les deux délégations essaient de gagner du temps, ce qui veut dire qu'elles voudraient retarder l'ajournement des négociations cet été, tant qu'il y a un espoir de signer un quelconque document (si médiocre soit-il). Personne ne veut faire échouer les négociations SALT mais, en même temps, aucune partie ne voudrait être la première à faire des concessions notables.

Ces derniers temps, le gouvernement américain a dû faire face à plusieurs reprises aux critiques selon lesquelles il n'était pas intéressé sérieusement du tout par un accord à Vienne, étant donné qu'il continuait imperturbablement à faire avancer les plans de son système antimissiles *Safeguard* et à monter sur des missiles intercontinentaux *Minuteman* les premiers véhicules de rentrée à ogives multiples indépendamment guidables vers des objectifs distincts (MIRV). En réponse à ces reproches, le gouvernement Nixon a fait appel à ses services secrets et a laissé entendre que Moscou, également, malgré les négociations SALT, avait continué le développement de ses missiles – principalement en ce qui concerne le *SS°9*, un missile intercontinental, qui passe pour être le «tueur de Minuteman». Washington a toutefois passé sous silence que la poursuite du développement de l'arsenal de missiles soviétique constitue la réponse péremptoire de Moscou à la politique américaine en matière de missiles. En tout cas, selon les indications du député démocrate J. °Bingham, l'Union soviétique n'a plus mis de nouveaux *SS°9* en service entre août 1969 et juin de la même année. Ce n'est que trois semaines après l'armement des premiers Minuteman avec des MIRV, selon Bingham, que les Soviétiques auraient mis en place les premiers *SS°9* supplémentaires.

Des hommes comme Bingham sont dérangés par l'entrée en scène des services secrets, qui leur rappelle désagréablement l'affaire des missiles manquants: de 1957 à 1962, les États-Unis, sous la manipulation des pouvoirs publics, étaient convaincus qu'on approchait d'une période où les Soviétiques auraient un avantage de 4 contre 1 dans le domaine des missiles intercontinentaux. Or, ce gouffre existait uniquement dans les papiers des services secrets. En vérité, les Soviétiques possédaient bien des missiles intercontinentaux, mais bien trop peu pour pouvoir oser une attaque surprise contre les États-Unis. (D'un autre côté, les Américains avaient déployé en Asie et en Europe des missiles à moyenne portée qui, par leur proximité de la frontière soviétique, avaient un effet similaire à celui des missiles intercontinentaux.) Sous la menace de ce manque imaginaire de missiles, Washington a radicalement augmenté les dépenses pour son armement; la course au nucléaire a continué à s'accélérer.

Depuis le choc de l'affaire des missiles manquants, les Américains ont tendance à surestimer les forces soviétiques. Vu que Washington brigue une position de force, ce qui veut dire de supériorité numérique dans le domaine des systèmes d'armement nucléaire, elle souhaite carrément de tels chocs portés par l'adversaire, pour pouvoir justifier la construction de systèmes d'armement toujours nouveaux. Le dernier alibi bienvenu de ce type est le *SS°9*. Ce missile à carburant solide de portée intercontinentale est connu dans les grandes

lignes depuis le début de l'été 1969. À cette époque, le premier *SS°9* a été tiré du territoire soviétique en direction du Pacifique. Les Américains ont observé l'essai et ont pu constater que les Soviétiques possédaient désormais eux aussi des missiles intercontinentaux équipés de MIRV. À la fin de l'année écoulée, on estimait leur stock à un minimum de 200 pièces. Et tout donnait à penser que l'Union soviétique continuait à produire des missiles *SS°9*. Si les services secrets américains parlent maintenant, dans leurs révélations «sensationnelles», d'environ 280 rampes de lancement pour les *SS°9*, il s'agit purement et simplement de la suite d'une évolution continue.

Par chance, il apparaît qu'il existe également aux États-Unis des forces prêtes à tirer une leçon de l'affaire des missiles manquants. Ils voient dans l'armement des *SS°9* une chance pour les négociations SALT. Pour la première fois, ainsi argumentent-ils, Moscou pourrait désormais négocier à partir d'une position de force. Selon les informations de *l'Institut d'Études Stratégiques* de Londres, les Américains menaient encore 4 contre 1 de 1962 à 1965 en ce qui concerne le nombre de missiles intercontinentaux. En 1966, l'avantage est tombé à 3 contre 1 et, en 1967, à 2 contre 1. Cependant, depuis cette année – est c'est le côté positif de l'armement des *SS°9* – les deux grandes puissances sont à égalité, ce qui pourrait constituer la base nécessaire pour geler le potentiel des deux côtés.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir aussi l'ordre donné par le président Nixon à son négociateur en chef à Vienne, Gerard Smith, pour qu'il concentre ses efforts sur un traité comportant les stipulations suivantes: limitation du nombre des missiles intercontinentaux se trouvant dans des bunkers, des missiles transportés par des sous-marins à propulsion nucléaire et des bombardiers à grand rayon d'action; création d'un système antimissiles dont l'envergure serait semblable à celui que possède actuellement l'Union soviétique (ainsi, les villes les plus importantes des deux nations seraient protégées). Cette «solution minimale» a des chances d'aboutir. Elle suppose cependant une certaine confiance préalable des deux côtés et beaucoup de temps. (Les discussions sur l'interdiction des essais nucléaires ont duré quatre ans, comme chacun sait.) Un retour aux pratiques de l'époque de l'affaire des missiles manquants serait cependant mortel même pour la «solution minimale».